

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2023.

Art. 15. De minister bevoegd voor Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit. Eupen, 22 december 2022.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap:

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH

De Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media,
I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44780]

19 MAI 2023. — Décret insérant des dispositions relatives aux canaux de signalement et à la protection des personnes qui signalent une violation au sein des services ou organes d'une autorité locale dans la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Le présent décret transpose la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union, en ce qui concerne les services et organes des autorités locales.

Art. 3. Dans la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, il est inséré un chapitre XIV intitulé « Des canaux de signalement et de la protection des personnes qui signalent une violation ».

Art. 4. Dans le chapitre XIV, inséré par l'article 3, il est inséré une section 1^{re} intitulée « Objet, définitions et champs d'application ».

Art. 5. Dans la section 1^{re}, insérée par l'article 4, il est inséré un article 152 rédigé comme suit :

« Art. 152. Le présent chapitre transpose la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union, en ce qui concerne les services et organes des centres publics d'action sociale et des associations régies par le chapitre XII . ».

Art. 6. Dans la section 1^{re}, insérée par l'article 4, il est inséré un article 153 rédigé comme suit :

« Art. 153. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1° violations :

a) les actes ou omissions, par un membre du personnel d'un service du centre public d'action sociale dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ou par l'organe, qui :

1) sont illicites et ont trait aux actes de l'Union et aux domaines relevant du champ d'application matériel de la directive (UE) 2019/1937 ou;

2) vont à l'encontre de l'objet ou de la finalité des règles prévues dans les domaines relevant du champ d'application matériel de la directive (UE) 2019/1937 ou;

3) vont à l'encontre des dispositions européennes, légales, décrétales et réglementaires applicables en droit interne ou;

4) impliquent un risque inacceptable pour la vie, la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement, tel que défini par arrêté;

b) le fait d'ordonner ou conseiller sciemment à un membre du personnel de commettre une violation telle que visée au a);

c) ne visent pas les actes ou omissions qui affectent exclusivement les droits individuels d'un membre du personnel et pour lesquels existent d'autres canaux ou procédures de signalement tels le harcèlement moral ou sexuel au travail protégé par la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ou la discrimination au sens du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;

d) ne concernent pas les conflits purement interpersonnels;

2° informations sur des violations : des informations, y compris des soupçons raisonnables, concernant des violations effectives ou potentielles, qui se sont produites ou sont très susceptibles de se produire dans le service du centre public d'action sociale ou l'organe dans lequel l'auteur de signalement travaille ou a travaillé, et concernant des tentatives de dissimulation de telles violations;

3° membre du personnel : le membre du personnel statutaire ou occupé par un contrat de travail, en ce compris les personnes dépositaires, par état ou par profession, de secrets qu'on leur confie, délégués syndicaux inclus;

4° service du centre public d'action sociale (CPAS) : l'administration du

CPAS, les services dépendant du CPAS, ou le secrétariat du Président du CPAS;

5° organe : le conseil de l'action sociale, le bureau permanent et les membres de ces organes;

6° signalement ou signaler : la communication orale ou écrite d'informations sur des violations;

7° signalement interne : la communication orale ou écrite d'informations sur des violations, effectuée auprès du référent intégrité;

8° référent intégrité : le membre du personnel interne au service du centre public d'action sociale, désigné pour recevoir, examiner et assurer le suivi des signalements internes conformément à la section 2;

9° signalement externe : la communication orale ou écrite d'informations sur des violations, effectuée auprès de l'autorité compétente intégrité;

10° autorité compétente intégrité : le service désigné par le Gouvernement pour recevoir, examiner et assurer le suivi des signalements externes conformément à la section 3;

11° divulgation publique ou divulguer publiquement : la mise à disposition dans la sphère publique d'informations sur des violations;

12° auteur de signalement : la personne physique qui signale ou divulgue publiquement des informations sur des violations qu'elle a obtenues dans le cadre de ses activités professionnelles;

13° facilitateur : la personne physique qui aide un auteur de signalement au cours du processus de signalement dans un contexte professionnel et dont l'aide est confidentielle;

14° contexte professionnel : les activités professionnelles passées ou présentes au sein des services visés aux 4° et 5° par lesquelles, indépendamment de la nature de ces activités, les personnes obtiennent des informations sur des violations et dans le cadre desquelles ces personnes peuvent faire l'objet de représailles si elles signalent de telles informations;

15° personne concernée : une personne physique ou morale qui est mentionnée dans le signalement ou la divulgation publique en tant que personne à laquelle la violation est attribuée ou à laquelle cette personne est associée;

16° représailles : tout acte ou omission direct ou indirect qui intervient dans un contexte professionnel, qui est suscité par un signalement interne ou externe ou une divulgation publique, et qui cause ou peut causer un préjudice injustifié à l'auteur de signalement;

17° suivi : toute mesure prise par le référent intégrité ou par l'autorité compétente intégrité pour évaluer l'exactitude des allégations formulées dans le signalement et, le cas échéant, pour remédier à la violation signalée, y compris des mesures telles qu'une enquête, des poursuites, une action en recouvrement de fonds ou la clôture de la procédure;

18° retour d'informations : la communication à l'auteur de signalement d'informations sur les mesures envisagées ou prises au titre de suivi et sur les motifs de ce suivi. ».

Art. 7. Dans la section 1^{re}, insérée par l'article 4, il est inséré un article 154 rédigé comme suit :

« Art. 154. § 1^{er}. Le présent chapitre établit des normes minimales communes pour la protection des personnes signalant les violations suivantes :

1° les violations qui relèvent du champ d'application des actes de l'Union européenne énumérés en annexe de la directive (UE) 2019/1937 et qui concernent les domaines suivants :

- a) les marchés publics;
- b) les services, produits et marchés financiers et prévention du blanchiment et du financement du terrorisme;
- c) la sécurité et la conformité des produits;
- d) la sécurité des transports;
- e) la protection de l'environnement;
- f) la radioprotection et la sûreté nucléaire;
- g) la sécurité des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale, la santé et le bien-être des animaux;
- h) la santé publique;
- i) la protection des consommateurs;
- j) la protection de la vie privée et des données à caractère personnel, ainsi que la sécurité des réseaux et des systèmes d'information;

2° les violations portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union visés à l'article 325 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et précisés dans les mesures pertinentes de l'Union;

3° les violations relatives au marché intérieur visé à l'article 26, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, y compris les violations des règles de l'Union en matière de concurrence et d'aides d'État;

4° les violations visées à l'article 153, 1°.

§ 2. Le présent chapitre ne s'applique pas au domaine de la sécurité nationale sauf en ce qui concerne les signalements de violations portant sur des règles relatives aux marchés publics dans les domaines de la défense et de la sécurité dans la mesure où ces règles sont régies par la directive 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par les pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans les domaines de la défense et de la sécurité, et modifiant les directives 2004/17/CE et 2004/18/CE.

§ 3. Le présent chapitre ne porte pas atteinte :

1° aux dispositions relatives au signalement de violations qui sont prévues par d'autres dispositions légales ou réglementaires ainsi que les dispositions européennes directement applicables, en ce compris les dispositions adoptées en exécution de celles-ci;

2° aux dispositions du droit de l'Union ou du droit national concernant l'un ou l'autre des éléments suivants :

- a) la protection des informations classifiées;
- b) la protection du secret professionnel des avocats et du secret médical;
- c) le secret des délibérations judiciaires;

d) les règles en matière de procédure pénale.

§ 4. Le présent chapitre n'affecte pas les règles relatives à l'exercice par les membres du personnel de leur droit de consulter leur organisation syndicale et à la protection contre toute mesure préjudiciable injustifiée suscitée par une telle consultation. ».

Art. 8. Dans la section 1^{re}, insérée par l'article 4, il est inséré un article 155 rédigé comme suit :

« Art. 155. § 1^{er}. Le présent chapitre s'applique à l'auteur de signalement travaillant au sein d'un centre public d'action sociale qui a obtenu des informations sur des violations dans un contexte professionnel, à savoir :

1° le membre du personnel qui signale ou divulgue publiquement des informations sur des violations qu'il a obtenues dans le cadre de ses activités professionnelles;

2° toute personne physique, y compris au moins celles visées ci-après, qui signale des informations sur des violations qu'elle a obtenues dans un contexte professionnel avec le service du centre public d'action sociale ou avec l'organe :

a) le stagiaire, soit la personne qui, sans être membre du personnel, effectue un stage rémunéré ou non;

b) le bénévole, soit la personne qui, sans être membre du personnel, effectue des activités non rémunérées au sens de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

§ 2. Le présent chapitre s'applique également à l'auteur de signalement lorsqu'il signale ou divulgue publiquement des informations sur des violations obtenues dans le cadre d'une relation de travail qui a pris fin.

§ 3. Les mesures de protection de l'auteur de signalement énoncées à la section 5 s'appliquent également, le cas échéant, aux :

1° facilitateurs;

2° tiers qui sont en lien avec l'auteur de signalement et qui risquent de faire l'objet de représailles dans un contexte professionnel, tels que des collègues ou des proches de l'auteur de signalement. ».

Art. 9. Dans le chapitre XIV, inséré par l'article 3, il est inséré une section 2 intitulée « Canaux et procédures de signalement interne ».

Art. 10. Dans la section 2, insérée par l'article 9, il est inséré un article 156 rédigé comme suit :

« Art. 156. § 1^{er}. Chaque administration du centre public d'action sociale d'une commune de dix mille habitants ou plus dispose d'au moins un référent intégrité.

§ 2. Tout membre du personnel de niveau A ou, à défaut, de niveau B peut être désigné référent intégrité conformément aux statuts et règlements du centre public d'action sociale, après le lancement d'un appel interne.

Si aucun candidat ne se porte volontaire suite à l'appel interne, le référent intégrité sera le directeur général adjoint ou, à défaut, le directeur général.

§ 3. La description de fonction du référent intégrité est concertée avec les organisations syndicales représentatives.

§ 4. Le référent intégrité du centre public d'action sociale peut être mutualisé avec un ou plusieurs centres publics d'action sociale, associations régies par le chapitre XII ou autorités locales visées à l'article L1219-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 5. L'existence, l'identité, la disponibilité, l'accessibilité et la mission du référent intégrité ainsi que les règles de confidentialité sont portées à la connaissance des membres du personnel et de leurs représentants, ainsi qu'au conseil de l'action sociale, au bureau permanent, et aux services dépendant du centre public d'action sociale.

§ 6. Des informations claires et facilement accessibles concernant les canaux et les procédures de signalement internes et externes sont mises à disposition de toutes les personnes entrant dans le champ d'application du présent chapitre. ».

Art. 11. Dans la même section 2, il est inséré un article 157 rédigé comme suit :

« Art. 157. § 1^{er}. Le référent intégrité a pour mission :

1° d'écouter, d'informer et de conseiller les personnes qui envisagent de signaler, les auteurs de signalement ou les facilitateurs;

2° de recevoir, d'examiner tout signalement et, le cas échéant, de l'instruire;

3° d'assurer le suivi d'informations conformément à la présente section;

4° de maintenir la communication avec l'auteur de signalement et, si nécessaire, lui demander d'autres informations et lui fournir un retour d'informations;

5° d'informer de l'existence et des conditions pour recourir au signalement externe.

§ 2. S'il y a plusieurs référents intégrité, il est possible de préciser que celui qui est compétent pour assurer le suivi des signalements n'est pas celui qui reçoit les signalements, qui maintiendra la communication avec l'auteur de signalement et, si nécessaire, qui demandera d'autres informations et lui fournira un retour d'informations. ».

Art. 12. Dans la même section 2, il est inséré un article 158 rédigé comme suit :

« Art. 158. Le référent intégrité exerce sa mission de manière indépendante et impartiale.

A cette fin, le conseil de l'action sociale ou le bureau permanent si celui-ci s'est vu déléguer la compétence, lui assure les garanties nécessaires :

1° en le protégeant contre toutes influences ou pressions inappropriées de toute personne et de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, en particulier contre toute pression visant à obtenir des informations concernant ou pouvant concerner l'exercice de sa fonction;

2° en mettant les moyens nécessaires à sa disposition afin qu'il puisse exercer sa fonction de façon entièrement confidentielle;

3° en lui permettant d'entretenir tous les contacts nécessaires à l'exercice de sa fonction;

4° en lui permettant d'acquérir ou d'améliorer les compétences et les connaissances nécessaires à l'exercice de sa fonction, par le biais de formations. ».

Art. 13. Dans la même section 2, il est inséré un article 159 rédigé comme suit :

« Art. 159. Le référent intégrité ne subit aucunes représailles fondées totalement ou partiellement sur les actes posés dans le cadre de l'exercice de sa fonction, en ce compris les menaces ou tentatives de représailles.

Les représailles visées à l'alinéa 1^{er} sont, notamment, pour autant qu'elles soient fondées totalement ou partiellement sur les actes posés dans le cadre de la fonction de référent intégrité :

- 1° le licenciement;
- 2° les mesures disciplinaires;
- 3° toute appréciation négative dans le cadre de toute procédure lui permettant une avancée barémique dans sa carrière;
- 4° le transfert de fonctions ou le changement de lieu de travail;
- 5° le refus ou la suspension des formations;
- 6° une évaluation négative ou faisant état d'une appréciation négative des faits liés au signalement;
- 7° la coercition, intimidation, harcèlement ou ostracisme;
- 8° toute discrimination, traitement désavantageux ou injuste. ».

Art. 14. Dans la même section 2, il est inséré un article 160 rédigé comme suit :

« Art. 160. § 1^{er}. Le membre du personnel qui obtient, dans un contexte professionnel, des informations sur une violation commise ou en voie d'être commise, peut le signaler immédiatement à son supérieur hiérarchique. S'il l'estime plus judicieux, il peut le signaler directement au référent intégrité.

L'ancien membre du personnel, soit la personne qui n'est plus en service, le stagiaire, soit la personne qui, sans être membre du personnel effectue un stage rémunéré ou non, ou le bénévole, soit la personne qui, sans être membre du personnel, effectue des activités non rémunérées au sens de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires, qui obtient dans un contexte professionnel des informations sur une violation commise ou en voie d'être commise, peut le signaler au Directeur général lorsqu'il n'est pas le référent intégrité. S'il l'estime plus judicieux, il peut le signaler directement au référent intégrité.

§ 2. Le supérieur hiérarchique ou le Directeur général, lorsqu'il n'est pas le référent intégrité, qui réceptionne un signalement assure immédiatement la transmission du dossier sans modification au référent intégrité.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, le supérieur hiérarchique ou le Directeur général respecte la confidentialité de l'identité de l'auteur de signalement ainsi que de toute personne qui y est mentionnée ou liée.

§ 3. Les signalements anonymes ne sont pas pris en compte. ».

Art. 15. Dans la même section 2, il est inséré un article 161 rédigé comme suit :

« Art. 161. Le signalement au référent intégrité est introduit par écrit ou oralement, ou les deux.

Il est possible d'effectuer des signalements oralement par téléphone ou via d'autres systèmes de messagerie vocale et, sur demande de l'auteur de signalement, par le biais d'une rencontre en personne dans un délai raisonnable.

Si le signalement est introduit de manière orale, un procès-verbal est établi par le référent intégrité. Il est également donné la possibilité à l'auteur de signalement de vérifier et de rectifier le procès-verbal de la conversation. Le procès-verbal est signé par l'auteur de signalement.

Un accusé de réception du signalement est adressé à l'auteur de signalement au plus tard dans les sept jours à dater de la réception du signalement. ».

Art. 16. Dans la même section 2, il est inséré un article 162 rédigé comme suit :

« Art. 162. § 1^{er}. Le référent intégrité vérifie la recevabilité du signalement au regard des conditions fixées par le présent chapitre ainsi que la bonne foi de l'auteur de signalement.

L'auteur de signalement est informé de la recevabilité de son signalement.

Le signalement est irrecevable :

- 1° si le référent intégrité est incompétent;
- 2° si l'identité de l'auteur de signalement est inconnue puisque les signalements anonymes d'une violation suspectée ne sont pas pris en compte;
- 3° si l'auteur de signalement est de mauvaise foi;
- 4° en cas de signalements répétitifs qui ne contiennent aucune nouvelle information significative relative à un signalement antérieur clôturé.

Est de bonne foi, la personne qui a des motifs raisonnables de croire que les informations signalées sur les violations étaient véridiques au moment du signalement et que ces informations entrent dans le champ d'application du présent chapitre.

§ 2. Si le référent intégrité dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure qu'il a acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit, il applique sans délai la procédure prévue à l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

§ 3. En cas d'irrecevabilité ou d'application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, le référent intégrité en informe par écrit l'auteur de signalement ainsi que le directeur général.

S'il apparaît que le directeur général est impliqué directement ou indirectement, le référent intégrité en informe par écrit le conseil, ou en cas de délégation, le bureau permanent. Dans ce dernier cas, le directeur général n'est pas présent à la séance du conseil ou du bureau permanent au cours de laquelle cette information est abordée.

S'il apparaît que le directeur général qui est impliqué directement ou indirectement, assume la mission de référent intégrité, l'auteur de signalement s'adresse directement au conseil, ou en cas de délégation le bureau permanent, et, le cas échéant, à l'autorité compétente intégrité.

S'il apparaît, en raison de l'objet de la violation constatée ou suspectée, ou de la qualité de la personne concernée, un manqué de confidentialité ou de garantie d'indépendance quant au traitement du signalement, le référent intégrité transmet son dossier à l'autorité compétente intégrité. ».

Art. 17. Dans la même section 2, il est inséré un article 163 rédigé comme suit :

« Art. 163. § 1^{er}. Lorsque le signalement est recevable, le référent intégrité procède à son enquête.

L'introduction et l'enquête du signalement ne suspendent pas et n'interrompent pas les délais de prescription ou de recours administratifs ou judiciaires en cours pour les mêmes faits.

En cas d'information ou d'instruction judiciaire qui concerne le signalement soumis, le référent intégrité suspend son enquête.

§ 2. Le référent intégrité applique les principes généraux de bonne administration et respecte les droits de la défense.

§ 3. Le référent intégrité donne la possibilité à la personne concernée par le signalement de faire valoir utilement ses arguments sur les faits reprochés, s'il dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure à l'existence d'une violation, après avoir reçu les documents et renseignements qu'il estime nécessaires. Il veille, à ce stade, à garantir l'anonymat de cette personne. ».

Art. 18. Dans la même section 2, il est inséré un article 164 rédigé comme suit :

« Art. 164. § 1^{er}. Le référent intégrité peut faire toute constatation sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaires et entendre toutes les personnes intéressées.

Il peut imposer des délais impératifs de réponse aux personnes concernées auxquelles il adresse des questions.

§ 2. L'article 458 du Code pénal est applicable au référent intégrité.

Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande la communication ne peut lui être opposé, sauf en matière de secret professionnel des avocats, du secret médical et du secret des délibérations judiciaires ainsi qu'en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure.

Tout membre du personnel consulté dans le cadre de l'enquête menée par le référent intégrité est relevé de toute obligation de secret professionnel. ».

Art. 19. Dans la même section 2, il est inséré un article 165 rédigé comme suit :

« Art. 165. § 1^{er}. Au terme de l'enquête, le référent intégrité adresse au directeur général, ou au conseil, ou en cas de délégation au bureau permanent, dans le cas prévu à l'article 162, § 3, alinéa 2, un rapport circonstancié accompagné, le cas échéant, de recommandations à destination de la personne concernée.

Sauf si sa mission est suspendue, conformément à l'article 163, § 1^{er}, alinéa 3, le référent intégrité informe l'auteur de signalement de la suite donnée à son signalement interne dans les trois mois à compter de l'accusé de réception du signalement, ou à défaut d'accusé de réception envoyé à l'auteur de signalement, trois mois à compter de l'expiration de la période de sept jours suivant le signalement.

Par décision motivée, le référent intégrité peut prolonger le délai visé à l'alinéa 2 pour une durée de trois mois. L'auteur de signalement est informé de cette décision.

§ 2. Ce rapport comporte la décision du référent intégrité :

1° de constater l'absence ou l'existence d'une violation;

2° d'adresser au directeur général, ou au conseil ou au bureau permanent dans le cas visé à l'article 162, § 3, alinéa 2, toute recommandation et, le cas échéant, toute proposition tendant à remédier à la violation constatée;

3° de proposer à l'autorité locale compétente d'initier une procédure disciplinaire ou de licenciement à l'encontre du membre du personnel ayant commis une violation. ».

Art. 20. Dans le chapitre XIV, inséré par l'article 3, il est inséré une section 3 intitulée « Canaux et procédures de signalement externe ».

Art. 21. Dans la section 3, insérée par l'article 20, il est inséré un article 166 rédigé comme suit :

« Art. 166. § 1^{er}. Le canal de signalement externe pour les violations constatées ou suspectées au sein des services du centre public d'action sociale ou de l'organe est institué auprès de l'autorité compétente intégrité.

§ 2. L'autorité compétente intégrité dispose des ressources nécessaires pour exercer sa mission.

§ 3. Les membres du personnel désignés par l'autorité compétente intégrité pour recevoir et traiter des signalements, sont chargés notamment d'assurer :

1° la mise à disposition de toute personne intéressée d'informations au sujet des procédures de signalement;

2° la réception et le suivi des signalements conformément à la présente section;

3° le maintien et le contact avec l'auteur du signalement dans le but de lui fournir un retour d'informations et de lui demander d'autres informations si nécessaire.

Les membres du personnel, visés à l'alinéa 1^{er}, reçoivent une formation spécifique aux fins du traitement des signalements. ».

Art. 22. Dans la section 3, insérée par l'article 20, il est inséré un article 167 rédigé comme suit :

« Art. 167. L'autorité compétente intégrité exerce sa mission de manière indépendante et autonome.

Elle est organisée de manière à garantir l'exhaustivité, l'intégrité et la confidentialité des informations et à empêcher l'accès à ces informations aux membres du personnel de l'autorité compétente intégrité non autorisés.

Elle permet le stockage durable d'informations conformément à l'article 182 afin de permettre que des enquêtes complémentaires soient menées. ».

Art. 23. Dans la section 3, insérée par l'article 20, il est inséré un article 168 rédigé comme suit :

« Art. 168. L'autorité compétente intégrité publie, dans une section distincte, aisément identifiable et accessible de son site internet, au moins les informations suivantes :

1° les conditions pour bénéficier d'une protection au titre du présent chapitre;

2° les coordonnées nécessaires des canaux de signalement externe, en particulier les adresses électroniques et postales, et les numéros de téléphone de ces canaux, en indiquant si les conversations téléphoniques sont enregistrées ou non;

3° les procédures applicables au signalement de violations, y compris la manière dont l'autorité compétente intégrité peut demander à l'auteur de signalement de clarifier les informations signalées ou de fournir des informations supplémentaires, le délai pour fournir un retour d'informations, ainsi que le type de retour d'informations et son contenu;

4° le régime de confidentialité applicable aux signalements, et en particulier les informations relatives au traitement des données à caractère personnel conformément à l'article 17 de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union, aux articles 5 et 13 du Règlement (UE) 2016/679, à l'article 13 de la directive (UE) 2016/680 et à l'article 15 du Règlement (UE) 2018/1725, selon le cas;

5° la nature du suivi à assurer en ce qui concerne les signalements;

6° les recours et les procédures relatives à la protection contre les représailles et la possibilité pour les personnes qui envisagent d'effectuer un signalement de recevoir des conseils confidentiels;

7° une notice expliquant clairement les conditions dans lesquelles la responsabilité des personnes qui effectuent un signalement auprès de l'autorité compétente intégrité ne serait pas engagée du fait d'une violation de la confidentialité en vertu de l'article 180 mais aussi les cas où cette responsabilité pourrait être engagée si le signalement n'est pas fait dans le respect de la réglementation en vigueur. ».

Art. 24. Dans la section 3, insérée par l'article 20, il est inséré un article 169 rédigé comme suit :

« Art. 169. § 1^{er}. Des violations constatées ou suspectées au sein des services du centre public d'action sociale ou de l'organe peuvent être introduites auprès de l'autorité compétente intégrité par :

1° le référent intégrité;

2° l'auteur de signalement visé à l'article 155 dans les hypothèses suivantes :

a) aucune mesure appropriée n'a été prise en réponse à son signalement interne dans le délai prescrit;

b) il peut craindre, en raison de l'objet de la violation constatée ou suspectée ou de la qualité de la personne concernée, un manque de confidentialité ou de garantie d'indépendance quant au traitement du signalement interne;

c) en l'absence de référent intégrité.

§ 2. Les signalements anonymes ne sont pas pris en compte. ».

Art. 25. Dans la même section 3, il est inséré un article 170 rédigé comme suit :

« Art. 170. § 1^{er}. L'auteur de signalement effectue un signalement par écrit ou oralement.

Il est possible d'effectuer des signalements oralement par téléphone ou via d'autres systèmes de messagerie vocale et, sur demande de l'auteur de signalement, par le biais d'une rencontre en personne dans un délai raisonnable.

Si le signalement est introduit de manière orale, un procès-verbal est établi par l'autorité compétente intégrité. Il est également donné la possibilité à l'auteur de signalement de vérifier et de rectifier le procès-verbal de la conversation. Le procès-verbal est signé par l'auteur de signalement.

§ 2. Un accusé de réception du signalement est adressé à l'auteur de signalement au plus tard dans les sept jours à dater de la réception du signalement, sauf demande contraire expresse de l'auteur de signalement ou à moins que l'autorité compétente ait des motifs raisonnables de croire qu'accuser réception du signalement compromettrait la protection de l'identité de l'auteur de signalement. ».

Art. 26. Dans la même section 3, il est inséré un article 171 rédigé comme suit :

« Art. 171. Lorsqu'un signalement est reçu par des canaux autres que les canaux de signalement externe ou par des membres du personnel autres que ceux chargés du traitement des signalements, les membres du personnel qui reçoivent le signalement s'abstiennent de divulguer toute information qui permettrait d'identifier l'auteur de signalement ou la personne concernée et transmettent immédiatement le signalement sans modification aux membres du personnel chargés du traitement des signalements. ».

Art. 27. Dans la même section 3, il est inséré un article 172 rédigé comme suit :

« Art. 172. § 1^{er}. L'autorité compétente intégrité vérifie la recevabilité du signalement au regard des conditions fixées par le présent chapitre ainsi que la bonne foi de l'auteur de signalement. L'auteur de signalement est informé de la recevabilité de son signalement.

Le signalement est irrecevable :

1° si l'autorité compétente intégrité est incompétente;

2° si l'identité de l'auteur de signalement est inconnue puisque les signalements anonymes d'une violation suspectée ne sont pas pris en compte;

3° si l'auteur de signalement est de mauvaise foi;

4° en cas de signalements répétitifs qui ne contiennent aucune nouvelle information significative relative à un signalement antérieur clôturé.

Est de bonne foi, la personne qui a des motifs raisonnables de croire que les informations signalées sur les violations étaient véridiques au moment du signalement et que ces informations entrent dans le champ d'application du présent chapitre.

§ 2. Si l'autorité compétente intégrité dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure qu'elle a acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit, elle applique sans délai la procédure prévue à l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

§ 3. En cas d'irrecevabilité ou d'application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, l'autorité compétente intégrité en informe par écrit l'auteur de signalement ainsi que le directeur général.

S'il apparaît que le directeur général est impliqué directement ou indirectement, l'autorité compétente intégrité en informe le bureau permanent par écrit. Dans ce dernier cas, le directeur général n'est pas présent à la séance du bureau permanent au cours de laquelle cette information est abordée. ».

Art. 28. Dans la même section 3, il est inséré un article 173 rédigé comme suit :

« Art. 173. § 1^{er}. L'autorité compétente intégrité, après avoir dûment examiné la question, peut décider qu'une violation signalée est manifestement mineure et ne requiert pas d'autre suivi en vertu de la présente section que la clôture de la procédure.

Cela n'affecte pas d'autres obligations ou d'autres procédures applicables visant à remédier à la violation signalée, ni la protection accordée par le présent chapitre en ce qui concerne les signalements internes ou externes. En pareil cas, l'autorité compétente intégrité notifie à l'auteur de signalement sa décision et les motifs de cette décision.

§ 2. L'autorité compétente intégrité peut décider de clore les procédures en ce qui concerne les signalements répétitifs qui ne contiennent aucune nouvelle information significative sur des violations par rapport à un signalement antérieur à propos duquel les procédures concernées ont été closes, à moins que de nouveaux éléments juridiques ou factuels ne justifient un suivi différent. En pareil cas, l'autorité compétente intégrité notifie à l'auteur de signalement sa décision et les motifs de cette décision. ».

Art. 29. Dans la même section 3, il est inséré un article 174 rédigé comme suit :

« Art. 174. § 1^{er}. Lorsque le signalement est recevable ou à l'exception des cas visés à l'article 172, l'autorité compétente intégrité procède à l'enquête.

L'introduction et l'enquête du signalement ne suspendent pas et n'interrompent pas les délais de prescription ou de recours administratifs ou judiciaires en cours pour les mêmes faits.

En cas d'information ou d'instruction judiciaire qui concerne le signalement soumis, l'autorité compétente intégrité suspend son enquête.

§ 2. L'autorité compétente intégrité applique les principes généraux de bonne administration et respecte les droits de la défense.

§ 3. L'autorité compétente intégrité donne la possibilité à la personne concernée par le signalement de faire valoir utilement ses arguments sur les faits reprochés, si elle dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure à l'existence d'une violation, après avoir reçu les documents et renseignements qu'elle estime nécessaires. Elle veille, à ce stade, à garantir l'anonymat de cette personne. ».

Art. 30. Dans la même section 3, il est inséré un article 175 rédigé comme suit :

« Art. 175. § 1^{er}. L'autorité compétente intégrité peut faire toute constatation sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'elle estime nécessaires et entendre toutes les personnes intéressées.

Elle peut imposer des délais impératifs de réponse aux personnes concernées auxquelles elle adresse des questions.

§ 2. L'article 458 du Code pénal est applicable aux membres du personnel chargés d'exercer la mission de l'autorité compétente intégrité.

Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont elle demande la communication ne peut lui être opposé, sauf en matière de secret professionnel des avocats, du secret médical et du secret des délibérations judiciaires ainsi qu'en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure.

Tout membre du personnel consulté dans le cadre de l'enquête menée par l'autorité compétente intégrité est relevé de toute obligation de secret professionnel. ».

Art. 31. Dans la même section 3, il est inséré un article 176 rédigé comme suit :

« Art. 176. § 1^{er}. Au terme de l'examen du signalement, l'autorité compétente intégrité établit un rapport circonstancié accompagné, le cas échéant, de recommandations à destination de la personne concernée.

L'autorité compétente intégrité informe l'auteur de signalement de la suite donnée à son signalement externe dans les trois mois à compter de l'accusé de réception du signalement, ou à défaut d'accusé de réception envoyé à l'auteur de signalement, trois mois à compter de l'expiration de la période de sept jours suivant le signalement.

§ 2. Ce rapport comporte la décision de l'autorité compétente intégrité :

1° de constater l'absence ou l'existence d'une violation;

2° d'adresser à l'autorité locale au sein de laquelle la violation a été constatée toute recommandation et, le cas échéant, toute proposition tendant à remédier à la violation constatée ou à améliorer le fonctionnement de son service ou de l'organe;

3° d'adresser toute recommandation à l'autorité locale visée au 2°, si elle constate que l'application de dispositions législatives, décrets ou réglementaires aboutit à une iniquité, pour permettre de régler en équité la situation de l'auteur de signalement, dans le respect de ses compétences;

4° de proposer à l'autorité locale d'initier une procédure disciplinaire ou de licenciement à l'encontre du membre du personnel qui a commis une violation.

§ 3. Par décision motivée, l'autorité compétente intégrité peut prolonger le délai visé au paragraphe 1^{er} pour une durée n'excédant pas six mois. ».

Art. 32. Dans la même section 3, il est inséré un article 177 rédigé comme suit :

« Art. 177. L'autorité compétente intégrité ne peut remettre en cause le bien-fondé d'une décision juridictionnelle mais peut faire des recommandations à l'autorité locale concernée.

Elle peut, en cas d'inexécution d'une décision de justice passée en force de chose jugée, enjoindre à l'autorité locale concernée de s'y conformer dans un délai qu'elle fixe. Si cette injonction n'est pas suivie d'effet, l'inexécution de la décision de justice fait l'objet d'un rapport spécial. ».

Art. 33. Dans la même section 3, il est inséré un article 178 rédigé comme suit :

« Art. 178. L'autorité compétente intégrité est informée de la suite donnée à ses interventions.

Si l'autorité locale concernée par le signalement estime ne pas devoir tenir compte d'une recommandation formulée par l'autorité compétente intégrité, elle lui adresse une réponse motivée dans les trois mois.

L'autorité locale informe périodiquement l'auteur de signalement des suites réservées à son signalement. ».

Art. 34. Dans la même section 3, il est inséré un article 179 rédigé comme suit :

« Art. 179. L'autorité compétente intégrité réexamine ses procédures de réception des signalements et de suivi régulièrement, et au minimum une fois tous les trois ans. Lors du réexamen de ces procédures, elle tient compte de son expérience ainsi que de celle des autres autorités compétentes et adapte ses procédures en conséquence. ».

Art. 35. Dans le chapitre XIV, inséré par l'article 3, il est inséré une section 4 intitulée « Dispositions communes aux signalements internes et externes ».

Art. 36. Dans la section 4, insérée par l'article 35, il est inséré un article 180 rédigé comme suit :

« Art. 180. § 1^{er}. Le référent intégrité et l'autorité compétente intégrité respectent la confidentialité de l'identité des parties concernées par l'enquête.

Ce devoir de confidentialité s'applique également pour toute autre information à partir de laquelle l'identité de l'auteur du signalement peut être directement ou indirectement déduite.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'identité de l'auteur de signalement, de toute personne qui aide l'auteur de signalement ou qui est associée à l'enquête, et toute autre information à partir de laquelle cette identité peut être directement ou indirectement déduite, peut être divulguée, si les personnes précitées l'autorisent expressément, ou si cela apparaît nécessaire et proportionné dans le cadre d'enquêtes menées par les autorités compétentes en matière de recherche d'infractions ou dans le cadre de procédures judiciaires, en vue de sauvegarder les droits de la défense des personnes mises en cause.

§ 3. Les divulgations effectuées en vertu de la dérogation prévue au paragraphe 2 font l'objet de mesures de sauvegarde appropriées en vertu des règles de l'Union et des règles belges applicables. En particulier, l'auteur du signalement est, avant la divulgation de son identité, informé de cette divulgation, à moins qu'une telle information ne risque de compromettre les enquêtes et les procédures judiciaires concernées. Lorsque le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité informe les auteurs de signalement du fait que leur identité va être divulguée, il doit leur adresser une explication écrite des motifs de la divulgation des données confidentielles concernées.

§ 4. Le référent intégrité et l'autorité compétente intégrité qui reçoivent des informations sur des atteintes à l'intégrité qui comportent des secrets d'affaires ne peuvent pas utiliser ou divulguer ces informations à des fins allant au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer un suivi approprié. ».

Art. 37. Dans la même section 4, il est inséré un article 181 rédigé comme suit :

« Art. 181. § 1^{er}. Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité traite des données à caractère personnel afin de mener à bien les missions qui lui sont confiées en vertu du présent chapitre et plus particulièrement lorsqu'il accuse réception du signalement, prend connaissance du signalement et instruit celui-ci.

L'administration du centre public d'action sociale dans laquelle le référent intégrité exerce sa fonction ou l'autorité compétente intégrité est le responsable de traitement.

Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité traite les données à caractère personnel suivantes :

1° l'identité, soit les noms, prénoms, coordonnées, le service d'affectation de toute personne qui effectue un signalement;

2° l'identité de toute personne qui fait l'objet d'un signalement d'une violation et ses coordonnées ainsi que son service d'affectation;

3° l'identité de toute personne qui aurait contribué, été témoin ou victime d'une violation ou parce qu'elle pourrait apporter des éléments d'information dans le cadre de l'enquête menée par le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité ainsi que ses coordonnées et son service d'affectation.

Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité peut solliciter les coordonnées visées ci-avant auprès du service du personnel.

§ 2. Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité transmet ces données uniquement :

a) en cas d'autorisation expresse donnée par la personne visée par la divulgation;

b) en cas d'application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle;

c) si cela apparaît nécessaire et proportionné dans le cadre d'enquête menée par les autorités compétentes en matière de recherche d'infraction ou dans le cadre de procédure judiciaire en vue de sauvegarder les droits de la défense de personnes mises en cause.

§ 3. L'ensemble des données à caractère personnel collectées dans le cadre du présent chapitre sont détruites dans les cinq ans de la clôture de l'enquête, sauf en cas de poursuites pénales ou d'action judiciaire, auquel cas les données sont conservées jusqu'à dix ans après l'issue des poursuites ou de l'action.

§ 4. Lorsque le signalement est effectué sur support informatique ou par téléphone, le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité contrôle qu'il soit traité de manière sécurisée quant à la confidentialité de l'identité de l'auteur de signalement, de la personne concernée et de toute personne impliquée dans le signalement. ».

Art. 38. Dans la même section 4, il est inséré un article 182 rédigé comme suit :

« Art. 182. § 1^{er}. Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité archive tous les signalements reçus, dans le respect des exigences de confidentialité prévues à l'article 180.

§ 2. Lorsqu'une ligne téléphonique enregistrée ou un autre système de messagerie vocale enregistré est utilisé pour le signalement, avec le consentement de l'auteur de signalement, le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité a le droit de consigner le signalement oral sous l'une des formes suivantes :

a) en effectuant un enregistrement de la conversation sous une forme durable et récupérable ou;

b) par une transcription complète et précise de la conversation, établie par

le membre du personnel chargé de traiter le signalement.

Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité donne à l'auteur de signalement la possibilité de vérifier et de rectifier la transcription de l'appel. La transcription de l'appel est signée par l'auteur de signalement.

§ 3. Lorsqu'une ligne téléphonique non enregistrée ou un autre système de messagerie vocale non enregistré est utilisé pour le signalement, le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité a le droit de consigner le signalement oral sous la forme d'un procès-verbal précis de la conversation établi par le membre du personnel chargé de traiter le

signalement. Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité donne à l'auteur de signalement la possibilité de vérifier, de rectifier et d'approuver le procès-verbal de la conversation par l'apposition de sa signature.

§ 4. Lorsque le signalement fait suite à une rencontre entre l'auteur de signalement et le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité, les comptes rendus complets et précis de la rencontre sont conservés sous une forme durable et récupérable.

Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité a le droit de consigner la rencontre sous l'une des formes suivantes :

- a) en effectuant un enregistrement de la conversation sous une forme durable et récupérable ou;
- b) par un procès-verbal précis de la rencontre établi par les membres du personnel chargés de traiter le signalement.

Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité donne à l'auteur de signalement la possibilité de vérifier, de rectifier et d'approuver le procès-verbal de la rencontre par l'apposition de sa signature. ».

Art. 39. Dans le chapitre XIV, inséré par l'article 3, il est inséré une section 5 intitulée « Protection de l'auteur de signalement ».

Art. 40. Dans la section 5, inséré par l'article 39, il est inséré un article 183 rédigé comme suit :

« Art. 183. Est interdite toute forme de représailles, en ce compris les menaces de représailles et les tentatives de représailles, prises à l'encontre de l'auteur de signalement au motif qu'il a dénoncé une violation.

Les éléments suivants constituent notamment une mesure de représailles :

- 1° prendre une décision de licenciement ou de démission d'office;
- 2° déplacer un membre du personnel ou refuser une demande en ce sens;
- 3° prendre une mesure d'ordre;
- 4° prendre une mesure d'ordre intérieur;
- 5° prendre une mesure disciplinaire;
- 6° prendre une mesure de suspension de formation;
- 7° priver un membre du personnel d'une augmentation salariale;
- 8° priver un membre du personnel de possibilités de nomination, de promotion ou d'évolution de carrière;
- 9° priver un membre du personnel contractuel de la conversion d'un contrat de travail temporaire en un contrat permanent, lorsque le travailleur pouvait légitimement espérer se voir offrir un emploi permanent;
- 10° priver un membre du personnel de facilités dont bénéficient les autres collaborateurs;
- 11° refuser un congé;
- 12° attribuer une évaluation défavorable;
- 13° mettre anticipativement fin au stage;
- 14° mettre anticipativement fin au bénévolat;
- 15° prendre des mesures de coercition, d'intimidation, de harcèlement ou d'ostracisme;
- 16° prendre des mesures discriminatoires ou traiter un membre du personnel de manière désavantageuse ou injuste. ».

Art. 41. Dans la section 5, insérée par l'article 39, il est inséré un article 184 rédigé comme suit :

« Art. 184. L'auteur de signalement bénéficie de la protection prévue par le présent chapitre pour autant que :

- 1° il ait eu des motifs raisonnables de croire que les informations signalées sur les violations étaient véridiques au moment du signalement et que ces informations entraient dans le champ d'application du présent chapitre et;
- 2° il ait effectué un signalement soit interne conformément à la section 2, soit externe conformément à la section 3, ou ait fait une divulgation publique conformément à l'article 185. ».

Art. 42. Dans la même section 5, il est inséré un article 185 rédigé comme suit :

« Art. 185. § 1^{er}. Une personne qui fait une divulgation publique bénéficie de la protection prévue par le présent chapitre si les conditions suivantes sont remplies :

1° la personne a d'abord effectué un signalement interne et externe, ou a effectué directement un signalement externe conformément aux sections 2 et 3, mais aucune suite n'a été donnée en réponse au signalement dans le délai, visé à l'article 165, § 1^{er}, alinéa 2, ou à l'article 176, § 1^{er}, alinéa 2, et § 3;

2° la violation suspectée faisant l'objet de la divulgation répond à la définition prévue par l'article 153, 1°.

§ 2. Le présent article ne s'applique pas aux cas dans lesquels une personne révèle directement des informations à la presse en vertu de dispositions nationales spécifiques établissant un système de protection relatif à la liberté d'expression et d'information. ».

Art. 43. Dans la même section 5, il est inséré un article 186 rédigé comme suit :

« Art. 186. § 1^{er}. La période de protection prend cours :

- 1° pour l'auteur de signalement, à la date de réception de son signalement;
- 2° pour le membre du personnel qui a aidé l'auteur de signalement, à la date à laquelle il est reconnu comme tel par le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité;
- 3° pour le référent intégrité, à la date de son entrée en fonction.

§ 2. Le bénéfice de la protection n'est pas perdu au seul motif que le signalement effectué de bonne foi s'est avéré inexact ou infondé ou que les informations transmises de bonne foi se sont avérées inexacts ou infondées. ».

Art. 44. Dans la même section 5, il est inséré un article 187 rédigé comme suit :

« Art. 187. § 1^{er}. La protection n'est pas accordée au membre du personnel qui dénonce une violation sans avoir respecté les procédures prévues dans le présent chapitre.

§ 2. La protection n'est pas accordée au membre du personnel, auteur de signalement, lorsqu'il ressort du rapport écrit de l'examen :

- 1° qu'il a agi en sachant pertinemment que cette dénonciation n'est pas sincère;
- 2° qu'il est lui-même impliqué dans la violation dénoncée.

§ 3. La protection n'est pas accordée au membre du personnel associé à l'enquête lorsqu'il ressort du rapport écrit de l'enquête :

- 1° qu'il a délibérément fourni des informations malhonnêtes, non conformes à la réalité et manifestement incomplètes au référent intégrité ou à l'autorité compétente intégrité;
- 2° qu'il était lui-même impliqué dans la violation dénoncée. ».

Art. 45. Dans la même section 5, il est inséré un article 188 rédigé comme suit :

« Art. 188. Les personnes, visées à l'article 155, bénéficient, s'il y a lieu, de mesures de soutien tels que des informations et des conseils complets et indépendants, qui sont facilement accessibles au public et gratuits, sur les procédures et les recours disponibles, sur la protection contre les représailles, ainsi que sur les droits de la personne concernée. ».

Art. 46. Dans le chapitre XIV, inséré par l'article 3, il est inséré une section 6 intitulée « Protection des personnes concernées ».

Art. 47. Dans la section 6, insérée par l'article 46, il est inséré un article 189 rédigé comme suit :

« Art. 189. § 1^{er}. Le référent intégrité et l'autorité compétente intégrité veillent à ce que l'identité des personnes concernées soit protégée aussi longtemps que les enquêtes déclenchées par le signalement ou la divulgation publique sont en cours.

§ 2. Les règles prévues à la section 4 concernant la protection de l'identité des auteurs de signalement s'appliquent également à la protection de l'identité des personnes concernées. ».

Art. 48. Dans le chapitre XIV, inséré par l'article 3, il est inséré une section 7 intitulée « Sanctions ».

Art. 49. Dans la section 7, insérée par l'article 48, il est inséré un article 190 rédigé comme suit :

« Art. 190. Il n'y a pas d'infraction lorsqu'une personne qui, par état ou par profession, est dépositaire de secrets, signale ou divulgue publiquement ceux-ci dans le respect des conditions prévues par le présent chapitre. Cette disposition s'applique sans préjudice de la protection de la sécurité nationale, de la protection des informations classifiées dans le sens de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, de la protection du secret professionnel des avocats et du secret médical, du secret des délibérations judiciaires et des règles en matière de procédure pénale. ».

Art. 50. Dans le chapitre XIV, inséré par l'article 3, il est inséré une section 8 intitulée « Absence de renonciation aux droits et recours ».

Art. 51. Dans la section 8, insérée par l'article 50, il est inséré un article 191 rédigé comme suit :

« Art. 191. Les droits et recours prévus par le présent chapitre ne peuvent faire l'objet d'une renonciation ni être limités par un quelconque accord ou une quelconque politique, forme d'emploi ou condition de travail, y compris une convention d'arbitrage.

Sont nulles les dispositions contractuelles ou statutaires qui sont contraires au présent chapitre ou aux dispositions prises pour son exécution, ainsi que les clauses contractuelles qui prévoient une renonciation aux protections y conférées ou les dispositions prises pour son exécution. ».

Art. 52. Dans le chapitre XIV, inséré par l'article 3, il est inséré une section 9 intitulée « Dispositions diverses ».

Art. 53. Dans la section 9, insérée par l'article 52, il est inséré un article 192 rédigé comme suit :

« Art. 192. Les articles 152 à 191 relatifs aux canaux de signalement et à la protection des personnes qui signalent une violation sont applicables mutatis mutandis aux associations régies par le chapitre XII de la présente loi.

Le terme « organe » défini à l'article 153, 5°, doit s'entendre de l'assemblée générale, du conseil d'administration, des organes restreints de gestion et des membres de ces organes.

Tout membre du personnel de niveau A ou, à défaut, de niveau B peut être désigné référent intégrité conformément aux statuts et règlements de l'association, après le lancement d'un appel interne.

Si aucun candidat ne se porte volontaire suite à l'appel interne, le référent intégrité sera la fonction dirigeante locale.

La description de fonction du référent intégrité est concertée avec les organisations syndicales représentatives.

Un référent intégrité est obligatoire si l'association compte au moins cinquante membres du personnel.

Le référent intégrité peut être mutualisé avec une ou plusieurs centres publics d'action sociale, associations régies par le chapitre XII ou autorités locales visées à l'article L1219-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. ».

Art. 54. Le Gouvernement arrête, si nécessaire, des modalités de fonctionnement et de procédure pour assurer la mise en oeuvre du présent décret.

Art. 55. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 19 mai 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
P. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1245 (2022-2023) N°s 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 mai 2023.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/44780]

19 MEI 2023. — **Decreet tot invoeging in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van bepalingen betreffende de meldingskanalen en de bescherming van personen die melding maken van een inbreuk binnen de diensten of organen van een lokale overheid (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. Bij dit decreet wordt Richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden omgezet, voor wat betreft de diensten of organen van lokale overheden.

Art. 3. In de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt een hoofdstuk XIV ingevoegd met als opschrift "Meldingskanalen en bescherming van personen die een inbreuk melden".

Art. 4. In hoofdstuk XIV, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Doel, begripsomschrijving en toepassingsgebied".

Art. 5. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel 152 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 152. Bij dit hoofdstuk wordt richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden, omgezet voor wat betreft de diensten en organen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de verenigingen die onder het toepassingsgebied vallen van hoofdstuk XII."

Art. 6. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel 153 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 153. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° inbreuken :

a) handelingen of nalatigheden van een personeelslid van een dienst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bij de uitoefening van zijn functie, of van het orgaan, die :

1) onrechtmatig zijn en betrekking hebben op de Uniehandelingen en beleidsterreinen die binnen het in richtlijn 2019/1937 bedoelde materiële toepassingsgebied vallen, of

2) het doel of de toepassing ondermijnen van de regels in de beleidsterreinen die binnen het in richtlijn (EU) 2019/1937 bedoelde materiële toepassingsgebied vallen of;

3) in strijd zijn met Europese, wettelijke, decretale en regelgevende bepalingen die van toepassing zijn onder de nationale wetgeving of;

4) een onaanvaardbaar risico inhouden voor het leven, de gezondheid of de veiligheid van de mens of voor het milieu, zoals bij decreet bepaald;

b) opdragen of adviseren aan een personeelslid om een inbreuk als bedoeld onder a) te begaan

c) geen betrekking hebben op handelingen of nalatigheden die uitsluitend de individuele rechten van een personeelslid raken en waarvoor andere meldingskanalen of -procedures bestaan, zoals morele of seksuele intimidatie op het werk beschermd door de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk of discriminatie in de zin van het decreet van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

d) geen betrekking hebben op zuiver interpersoonlijke conflicten;

2° informatie over inbreuken: informatie, waaronder redelijke vermoedens, over feitelijke of mogelijke inbreuken, die hebben plaatsgevonden of zeer waarschijnlijk zullen plaatsvinden binnen de openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of het orgaan waar de melder werkt of heeft gewerkt, alsmede over pogingen tot verhulling van dergelijke inbreuken;

3° personeelslid: een statutair personeelslid of een werknemer met een arbeidsovereenkomst, met inbegrip van personen die uit hoofde van hun statuut of beroep belast zijn met de toevertrouwde geheimen, met inbegrip van vakbondsafgevaardigden;

4° dienst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn: de administratie van het OCMW, de diensten die afhankelijk zijn van het OCMW of het secretariaat van de voorzitter van het OCMW;

5° orgaan: de raad voor maatschappelijk welzijn, het vast bureau en de leden van deze organen;

6° melding of melden: het mondeling of schriftelijk verstrekken van informatie over inbreuken;

7° interne melding: de mondelinge of schriftelijke mededeling van informatie over inbreuken aan de integriteitsreferent;

8° integriteitsreferent: het personeelslid van de gemeentebestuur dat is aangesteld om interne meldingen te ontvangen, te onderzoeken en op te volgen overeenkomstig afdeling 2;

9° externe melding: de mondelinge of schriftelijke mededeling van informatie over inbreuken aan de bevoegde autoriteit inzake integriteit;

10° bevoegde autoriteit inzake integriteit: de dienst die door de Regering is aangeduid om externe waarschuwingen te ontvangen, te onderzoeken en op te volgen overeenkomstig afdeling 3;

11° openbaarmaking of openbaar maken: het publiek toegankelijk maken van informatie over inbreuken;

12° melder: een natuurlijke persoon die in de context van zijn werkgerelateerde activiteiten verkregen informatie over inbreuken meldt of openbaar maakt;

13° facilitator: een natuurlijke persoon die een melder bijstaat in het meldingsproces in een werkgerelateerde context en wiens bijstand vertrouwelijk moet zijn;

14° werkgerelateerde context: huidige of vroegere arbeidsactiviteiten binnen de diensten bedoeld in de punten 4° en 5° waardoor, ongeacht de aard van die activiteiten, personen informatie kunnen verkrijgen over inbreuken en waarbij die personen te maken kunnen krijgen met represailles indien zij dergelijke informatie zouden melden;

15° betrokkene: een natuurlijke of rechtspersoon die in de melding of bij de openbaarmaking wordt genoemd als persoon aan wie de inbreuk wordt toegeschreven of met wie die persoon in verband wordt gebracht;

16° represaille: een directe of indirecte handeling of nalatigheid die in een werkgerelateerde context plaatsvindt naar aanleiding van een interne of externe melding of openbaarmaking, en die tot ongerechtvaardigde benadeling van de melder leidt of kan leiden;

17° opvolging: optreden van de integriteitsreferent of een de bevoegde autoriteit inzake integriteit om de juistheid van de in de melding gedane beweringen na te gaan en de gemelde inbreuk zo nodig aan te pakken, onder meer via maatregelen zoals een intern vooronderzoek, een onderzoek, vervolging, een terugvordering van middelen of het beëindigen van de procedure;

18° feedback: het aan de melder verstrekken van informatie over de als opvolging geplande of genomen maatregelen en over de redenen voor die opvolging.”.

Art. 7. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel 154 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 154. § 1. Dit hoofdstuk bevat gemeenschappelijke minimumnormen voor de bescherming van melders van de volgende inbreuken:

1° inbreuken die vallen binnen het toepassingsgebied van de handelingen van de Europese Unie opgesomd in de bijlage bij richtlijn (EU) 2019/1937 en die betrekking hebben op de volgende gebieden:

a) overheidsopdrachten;

b) financiële diensten, producten en markten, voorkoming van witwassen van geld en terrorismefinanciering;

c) productveiligheid en productconformiteit;

d) veiligheid van het vervoer;

e) bescherming van het milieu;

f) stralingsbescherming en nucleaire veiligheid;

g) veiligheid van levensmiddelen en diervoeders, diergezondheid en dierenwelzijn

h) volksgezondheid;

i) consumentenbescherming;

j) bescherming van de persoonlijke levenssfeer en persoonsgegevens, en beveiliging van netwerk- en informatiesystemen;

2° inbreuken waardoor de financiële belangen van de Unie als bedoeld in artikel 325 VWEU en nader toegelicht in relevante Uniemaatregelen worden geschaad;

3° inbreuken in verband met de interne markt, als bedoeld in artikel 26, lid 2, VWEU, met inbegrip van inbreuken op de Unieregels inzake mededinging en staatssteun;

4° inbreuken bedoeld in artikel L1219-2, 1°.

§ 2. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op het gebied van de nationale veiligheid, behalve wat betreft meldingen van inbreuken op de regels inzake overheidsopdrachten op defensie- en veiligheidsgebied, voor zover deze regels vallen onder Richtlijn 2009/81/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen door aanbestedende diensten van bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied, en tot wijziging van Richtlijnen 2004/17/EG en 2004/18/EG.

§ 3. Dit hoofdstuk doet geen afbreuk aan :

1° de bepalingen met betrekking tot de melding van inbreuken die zijn voorzien in andere wettelijke of reglementaire bepalingen en in rechtstreeks toepasselijke Europese bepalingen, met inbegrip van de bepalingen ter uitvoering daarvan;

2° de bepalingen van Unie- of nationaal recht met betrekking tot een van de volgende elementen:

- a) de bescherming van gerubriceerde gegevens;
- b) de bescherming van het beroepsgeheim van advocaten en van het medisch beroepsgeheim;
- c) de geheimhouding van rechterlijke beraadslagingen;
- d) strafprocesrecht.

§ 4. Dit hoofdstuk doet geen afbreuk aan de regels betreffende de uitoefening door de personeelsleden van hun recht om hun vakbondsorganisatie te raadplegen en betreffende hun recht op bescherming tegen ongerechtvaardigde benadeling als gevolg van deze raadpleging.”.

Art. 8. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel 155 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 155. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op een melder die voor een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn werkt en die informatie over inbreuken heeft verkregen in een professionele context, d.w.z. :

1° het personeelslid dat in de context van zijn werkgerelateerde activiteiten verkregen informatie over inbreuken meldt of openbaar maakt;

2° elke natuurlijke persoon, met inbegrip van ten minste de hieronder bedoelde personen, die informatie over inbreuken meldt die hij in een professionele context heeft verkregen bij het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of orgaan :

- a) de stagiair, d.w.z. de persoon die, zonder een personeelslid te zijn, een bezoldigde of onbezoldigde stage uitvoert;
- b) de vrijwilliger, d.w.z. de persoon die, zonder personeelslid te zijn, onbezoldigde activiteiten uitvoert in de zin van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

§ 2 Dit hoofdstuk is ook van toepassing op een melder, indien hij informatie over inbreuken die is verkregen in een beëindigde werkrelatie melden of openbaar maken.

§ 3 De in afdeling 5 vervatte maatregelen ter bescherming van melders zijn, in voorkomend geval, tevens van toepassing op:

1° facilitatoren;

2° derden die verbonden zijn met de melder en die het risico lopen op represailles in een professionele context, zoals collega's of familieleden van de melder.”.

Art. 9. In hoofdstuk XIV, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als titel ”Interne meldingskanalen en -procedures”.

Art. 10. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 156 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 156. § 1. Elke administratie van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met tienduizend of meer inwoners heeft ten minste één integriteitsreferent.

§ 2. Elk personeelslid van niveau A of, bij gebrek daaraan, niveau B kan na een interne oproep worden aangesteld als integriteitsreferent in overeenstemming met de gemeentelijke statuten en reglementen.

Als er zich na de interne oproep geen kandidaat meldt, is de integriteitsreferent de adjunct-directeur-generaal of, als die er niet is, de directeur-generaal.

§ 3. De functiebeschrijving van de integriteitsreferent is overeengekomen met de representatieve vakbonden.

§ 4. Dezelfde integriteitsreferent van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan worden gedeeld met een of meer openbare centra voor maatschappelijk welzijn, verenigingen die vallen onder hoofdstuk XII of lokale overheden zoals bedoeld in artikel L1219-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

§ 5 Het bestaan, de identiteit, de beschikbaarheid, de toegankelijkheid en de opdracht van de integriteitsreferent, evenals de vertrouwelijkheidsregels, worden ter kennis gebracht van de personeelsleden en hun vertegenwoordigers, alsook van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, het vast bureau, en de diensten die vallen onder het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

§ 6. Duidelijke en gemakkelijke informatie over interne en externe meldingskanalen en procedures wordt beschikbaar gesteld aan alle personen die onder het toepassingsgebied van dit hoofdstuk vallen.”.

Art. 11. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 157 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 157. § 1. De integriteitsreferent heeft als opdracht :

1° luisteren, informeren en adviseren van mensen die overwegen te melden, van mensen die gemeld hebben of van mensen die het melden vergemakkelijkt hebben;

2° het ontvangen, onderzoeken van alle meldingen en, indien nodig, het behandelen;

3° opvolging informatie overeenkomstig deze afdeling;

- 4° de communicatie met de melder onderhouden en, indien nodig, nadere informatie opvragen en feedback geven;
- 5° informatie verstrekken over het bestaan van en de voorwaarden voor externe melding.

§ 2 Als er meerdere integriteitsreferenten zijn, is het mogelijk om aan te geven dat degene die bevoegd is om de meldingen op te volgen niet degene is die de meldingen ontvangt, die de communicatie met de melder onderhoudt en, indien nodig, om nadere informatie vraagt en feedback geeft.”.

Art. 12. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 158 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 158. De integriteitsreferent voert zijn opdrachten onafhankelijk en onpartijdig uit.

Hiervoor biedt de raad voor maatschappelijk welzijn of het vast bureau als de bevoegdheid aan hem is gedelegeerd, de nodige garanties:

1° door hem te beschermen tegen ongepaste beïnvloeding of druk, van welke aard ook, rechtstreeks of onrechtstreeks, en in het bijzonder tegen druk om informatie te verkrijgen die verband houdt of kan houden met de uitoefening van zijn functie;

2° door hem de nodige middelen ter beschikking te stellen om zijn taken in alle vertrouwelijkheid te kunnen uitvoeren;

3° door hem toe te laten alle contacten te onderhouden die nodig zijn voor de uitoefening van zijn opdrachten;

4° door hem in staat te stellen de vaardigheden en kennis te verwerven of te verbeteren die nodig zijn voor de uitvoering van zijn functie, door middel van opleiding.”.

Art. 13. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 159 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 159. De integriteitsreferent is niet onderworpen aan represailles die geheel of gedeeltelijk gebaseerd zijn op acties die hij tijdens de uitoefening van zijn functie heeft ondernomen, met inbegrip van bedreigingen of pogingen tot represailles.

De in lid 1 bedoelde represailles zijn met name voor zover zij geheel of gedeeltelijk gebaseerd zijn op handelingen die zijn verricht in het kader van de functie van integriteitsreferent :

1° ontslag;

2° disciplinaire maatregelen;

3° elke negatieve beoordeling als onderdeel van een procedure die hem in staat stelt vooruitgang te boeken in zijn loopbaan;

4° overdracht van taken of verandering van locatie van de arbeidsplaats;

5° weigering of onthouden van opleidingen

6° een negatieve beoordeling of een negatieve evaluatie van de feiten met betrekking tot de melding;

7° dwang, intimidatie, pesterijen of uitsluiting;

8° elke vorm van discriminatie, nadelige of oneerlijke behandeling.”.

Art. 14. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 160 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 160. § 1. Elk personeelslid dat in een professionele context informatie verkrijgt over een inbreuk die is begaan of wordt begaan, kan dit onmiddellijk melden aan zijn hiërarchische meerdere. Als hij het gepaster vinden, kan hij de integriteitsreferent rechtstreeks op de hoogte brengen.

Een voormalig personeelslid, d.w.z. een persoon die niet langer in dienst is, een stagiair, d.w.z. een persoon die, zonder personeelslid te zijn, een betaalde of onbetaalde stage loopt, of een vrijwilliger, d.w.z. een persoon die, zonder personeelslid te zijn, onbetaalde activiteiten uitvoert in de zin van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers, die in een professionele context informatie verkrijgt over een inbreuk die gepleegd is of gepleegd wordt, kan dit melden aan de directeur-generaal wanneer hij niet de integriteitsreferent is. Als hij het gepaster vinden, kan hij de integriteitsreferent rechtstreeks op de hoogte brengen.

§ 2. De hiërarchische meerdere of de directeur-generaal, indien hij niet de integriteitsreferent is, die een melding ontvangt, stuurt het dossier onmiddellijk ongewijzigd door naar de integriteitsreferent.

In het in lid 1 bedoelde geval eerbiedigt de hiërarchische meerdere of de directeur-generaal de vertrouwelijkheid van de identiteit van de melder en van elke persoon die in de melding wordt genoemd of ermee in verband wordt gebracht.

§ 3. Er wordt geen rekening gehouden met anonieme meldingen.”.

Art. 15. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 161 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 161. De melding aan de integriteitsreferent wordt schriftelijk en/of mondeling ingediend.

Mondelinge melding is mogelijk via de telefoon of via andere spraakberichtsysteem, en op verzoek van de melder door middel van een fysieke ontmoeting binnen een redelijke termijn.

Als de melding mondeling gebeurt, wordt er een verslag opgesteld door de integriteitsreferent. De melder krijgt ook de kans om het verslag van het gesprek te controleren en te corrigeren. Het verslag wordt door de melder ondertekend.

Een bevestiging van ontvangst van de melding wordt aan de melder gestuurd, uiterlijk binnen zeven dagen na ontvangst van de melding.”.

Art. 16. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 162 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 162. § 1. De integriteitsreferent gaat na of de melding ontvankelijk is onder de in dit hoofdstuk vastgestelde voorwaarden en of de melder te goeder trouw handelt.

De melder wordt op de hoogte gesteld van de ontvankelijkheid van zijn melding.

De melding is onontvankelijk:

1° als de integriteitsreferent onbevoegd is;

2° als de identiteit van de melder onbekend is, aangezien anonieme meldingen van een vermoedelijke inbreuk niet in aanmerking worden genomen;

3° als de melder te kwader trouw handelt;

4° in het geval van herhaalde meldingen die geen significante nieuwe informatie bevatten met betrekking tot een eerdere, afgesloten melding.

Een persoon die te goeder trouw handelt, is iemand die redelijke gronden heeft om aan te nemen dat de informatie die over inbreuken werd gerapporteerd, waar was op het moment dat de melding werd gedaan en dat deze informatie binnen het toepassingsgebied van dit hoofdstuk valt.

§ 2. Als de integriteitsreferent over voldoende aanwijzingen beschikt om te concluderen dat hij kennis heeft gekregen van een misdaad of misdrijf, past hij onverwijld de procedure van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering toe.

§ 3. Indien een melding niet ontvankelijk is of artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering wordt toegepast, stelt de integriteitsreferent de melder en de directeur-generaal daarvan schriftelijk in kennis.

Als blijkt dat de directeur-generaal direct of indirect betrokken is, informeert de integriteitsreferent schriftelijk de raad of, indien dit is gedelegeerd, het vast bureau. In het laatste geval is de directeur-generaal niet aanwezig bij de vergadering van de raad of het vast bureau waarop deze informatie wordt besproken.

Als blijkt dat de directeur-generaal, die direct of indirect betrokken is, de rol van integriteitsreferent op zich heeft genomen, neemt de melder rechtstreeks contact op met de raad of, indien dit is gedelegeerd, het vast bureau en, indien nodig, met de bevoegde autoriteit inzake integriteit.

Indien het voorwerp van de vastgestelde of de vermoede inbreuk of de status van de betrokken persoon een gebrek aan vertrouwelijkheid of waarborging van onafhankelijkheid bij de behandeling van de melding met zich meebrengt, zendt de integriteitsreferent het dossier door naar de bevoegde autoriteit inzake integriteit.”.

Art. 17. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 163 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 163. § 1. Als de melding ontvankelijk is, voert de integriteitsreferent een onderzoek uit.

Opneming en onderzoek van een melding schort de verjaringstermijn of een lopende administratieve of gerechtelijke procedure met betrekking tot dezelfde feiten niet op, noch onderbreekt deze.

In het geval van een gerechtelijk onderzoek naar de ingediende melding, schort de integriteitsreferent zijn onderzoek op.

§ 2. De integriteitsreferent past de algemene beginselen van behoorlijk bestuur toe en eerbiedigt de rechten van de verdediging.

§ 3. De integriteitsreferent stelt de bij de melding betrokken persoon in de gelegenheid zijn of haar argumenten naar voren te brengen met betrekking tot de ten laste gelegde feiten, indien hij over voldoende informatie beschikt om te kunnen concluderen dat er sprake is van een inbreuk, nadat hij of zij de documenten en informatie heeft ontvangen die hij noodzakelijk acht. In dit stadium waarborgt zij de anonimiteit van deze persoon.”.

Art. 18. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 164 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 164. § 1. De integriteitsreferent kan ter plaatse opmerkingen maken, documenten en informatie opvragen die hij nodig acht en belangstellenden horen.

Hij kan verplichte termijnen opleggen voor antwoorden aan betrokkenen aan wie hij vragen stelt.

§ 2. Artikel 458 van het strafwetboek is van toepassing op de integriteitsreferent.

Het geheime of vertrouwelijke karakter van de opgevraagde documenten kan de verzoeker niet worden tegengeworpen, behalve in zaken van beroepsgeheim van advocaten, medisch geheim en geheimhouding van gerechtelijke beraadslagingen, alsmede in zaken van geheimhouding die verband houden met de landsverdediging, de staatsveiligheid of het buitenlands beleid.

Elk personeelslid dat wordt geraadpleegd in het kader van het onderzoek van de integriteitsreferent is vrijgesteld van elke geheimhoudingsplicht.”.

Art. 19. In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 165 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 165. § 1. Aan het einde van het onderzoek stuurt de integriteitsreferent de directeur-generaal, of de raad of, indien dit is gedelegeerd, het vast bureau, in het geval bedoeld in artikel 162, § 3, tweede lid, een gedetailleerd verslag, eventueel vergezeld van aanbevelingen aan de betrokkene.

Tenzij zijn opdracht is opgeschort, overeenkomstig artikel L1219-12, § 1, lid 3, stelt de integriteitsreferent de melder binnen drie maanden na de ontvangstbevestiging van de interne melding, of bij ontbreken van een ontvangstbevestiging aan de melder, binnen drie maanden na het verstrijken van de termijn van zeven dagen volgend op de melding, in kennis van het gevolg dat aan zijn interne melding is gegeven.

In een met redenen omkleed besluit kan de integriteitsreferent de in lid 2 bedoelde termijn met drie maanden verlengen. De melder wordt van deze beslissing op de hoogte gesteld.

§ 2. Dit verslag bevat de beslissing van de integriteitsreferent :

1° om de afwezigheid of het bestaan van een inbreuk vast te stellen;

2° aan de directeur-generaal, of aan de raad of het vast bureau in het geval bedoeld in artikel 162, § 3, tweede lid, elke aanbeveling en, in voorkomend geval, elk voorstel te richten om de vastgestelde inbreuk te verhelpen;

3° aan de bevoegde lokale overheid voor te stellen om een tucht- of ontslagprocedure in te leiden tegen het personeelslid dat een inbreuk heeft gepleegd.”.

Art. 20. In hoofdstuk XIV, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 3 ingevoegd met als titel “Externe meldingskanalen en -procedures”.

Art. 21. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel 166 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 166. § 1. Het externe meldingskanaal voor vastgestelde of vermoede inbreuken binnen de diensten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of orgaan wordt opgezet met de bevoegde autoriteit inzake integriteit.

§ 2. De bevoegde overheid integriteit beschikt over de nodige middelen om haar opdracht uit te voeren.

§ 3. De personeelsleden die door de bevoegde autoriteit inzake integriteit zijn aangewezen om meldingen in ontvangst te nemen en te verwerken, zijn met name verantwoordelijk voor :

1° het verstrekken van informatie over de meldingsprocedures aan elke geïnteresseerde persoon;

2° het ontvangen en opvolgen van meldingen overeenkomstig deze afdeling;

3° contact onderhouden met de melder om feedback te geven en indien nodig nadere informatie op te vragen.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden krijgen een specifieke opleiding voor de verwerking van meldingen.”.

Art. 22. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel 167 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 167. De bevoegde autoriteit inzake integriteit voert haar opdracht onafhankelijk en autonoom uit.

Het wordt op zodanige wijze georganiseerd dat de volledigheid, integriteit en vertrouwelijkheid van de informatie gewaarborgd zijn en dat onbevoegd personeel van de bevoegde autoriteit geen toegang heeft tot deze informatie.

Het maakt het mogelijk om informatie op lange termijn op te slaan in overeenstemming met artikel 182 om verder onderzoek mogelijk te maken.”.

Art. 23. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel 168 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 168. De bevoegde autoriteit inzake integriteit publiceert in een afzonderlijk, gemakkelijk herkenbaar en toegankelijk gedeelte van haar website ten minste de volgende informatie:

1° de voorwaarden om bescherming te genieten krachtens dit hoofdstuk;

2° de nodige contactgegevens voor externe meldingskanalen, in het bijzonder e-mail- en postadressen, en de telefoonnummers van deze kanalen, waarbij wordt aangegeven of telefoongesprekken al dan niet worden opgenomen;

3° de procedures die van toepassing zijn op de melding van inbreuken, met inbegrip van de wijze waarop de bevoegde autoriteit inzake integriteit de melder kan verzoeken de gemelde informatie te verduidelijken of aanvullende informatie te verstrekken, de termijn voor het geven van feedback, alsook het soort feedback en de inhoud ervan;

4° de vertrouwelijkheidsregeling die van toepassing is op waarschuwingen, en in het bijzonder informatie over de verwerking van persoonsgegevens overeenkomstig artikel 17 van Richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden, de artikelen 5 en 13 van Verordening (EU) 2016/679, artikel 13 van Richtlijn (EU) 2016/680 en artikel 15 van Verordening (EU) 2018/1725, voor zover van toepassing;

5° de aard van de opvolging die aan meldingen moet worden gegeven;

6° de rechtsmiddelen en procedures met betrekking tot de bescherming tegen represailles en de mogelijkheid voor personen die overwegen een melding te doen om vertrouwelijk advies te krijgen;

7° een mededeling waarin duidelijk wordt uitgelegd onder welke voorwaarden de aansprakelijkheid van personen die een melding doen aan de bevoegde autoriteit inzake integriteit niet in het geding is wegens een inbreuk op de vertrouwelijkheid overeenkomstig artikel L1219-29, maar ook in welke gevallen deze aansprakelijkheid in het geding kan komen indien de melding niet in overeenstemming met de geldende voorschriften is gedaan.”.

Art. 24. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel 169 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 169. § 1. Vastgestelde of vermoede inbreuken binnen de diensten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of orgaan worden ingediend bij de bevoegde autoriteit inzake integriteit door:

1° de integriteitsreferent;

2° de melder bedoeld in artikel L1219-4 in de volgende gevallen :

a) er is binnen de voorgeschreven termijn geen passende actie ondernomen naar aanleiding van de interne melding;

b) hij, vanwege het voorwerp van de vastgestelde of vermoede inbreuk of vanwege de hoedanigheid van de betrokkene, kan vrezen dat de vertrouwelijkheid of de garantie van onafhankelijkheid bij de behandeling van de interne melding in het gedrang komt;

c) bij afwezigheid van een integriteitsreferent.

§ 2. Er wordt geen rekening gehouden met anonieme meldingen.”.

Art. 25. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 170 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 170. § 1. De melder maakt een schriftelijke of mondelinge melding.

Mondelinge melding is mogelijk via de telefoon of via andere spraakberichtsysteem, en op verzoek van de melder door middel van een fysieke ontmoeting binnen een redelijke termijn.

Als de melding mondeling gebeurt, wordt er een verslag opgesteld door de bevoegde autoriteit inzake integriteit. De melder krijgt ook de kans om het verslag van het gesprek te controleren en te corrigeren. Het verslag wordt door de melder ondertekend.

§ 2. Uiterlijk zeven dagen na ontvangst van de melding wordt de melder ervan een ontvangstbevestiging toegezonden, tenzij de melder uitdrukkelijk om een andere ontvangstbevestiging verzoekt of de bevoegde autoriteit gegronde redenen heeft om aan te nemen dat de ontvangstbevestiging de bescherming van de identiteit van de melder in gevaar zou brengen.”.

Art. 26. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 171 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 171. Wanneer een melding via andere kanalen dan externe meldingskanalen of door andere personeelsleden dan met de verwerking van meldingen belaste personen wordt ontvangen, onthouden de ontvangende personeelsleden zich van elke onthulling van informatie op grond waarvan de melder of de betrokken persoon kan worden geïdentificeerd, en geven zij de melding onmiddellijk ongewijzigd door aan de met de verwerking van meldingen belaste personeelsleden.”.

Art. 27. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 172 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 172. § 1. De bevoegde autoriteit inzake integriteit gaat na of de melding ontvankelijk is onder de in dit hoofdstuk vastgestelde voorwaarden en of de melder te goeder trouw handelt. De melder wordt op de hoogte gesteld van de ontvankelijkheid van zijn melding.

De melding is onontvankelijk:

- 1° als de bevoegde autoriteit inzake integriteit onbevoegd is;
- 2° als de identiteit van de melder onbekend is, aangezien anonieme meldingen van een vermoedelijke inbreuk niet in aanmerking worden genomen;
- 3° als de melder te kwader trouw handelt;
- 4° in het geval van herhaalde meldingen die geen significante nieuwe informatie bevatten met betrekking tot een eerdere, afgesloten melding.

Een persoon die te goeder trouw handelt, is iemand die redelijke gronden heeft om aan te nemen dat de informatie die over inbreuken werd gerapporteerd, waar was op het moment dat de melding werd gedaan en dat deze informatie binnen het toepassingsgebied van dit hoofdstuk valt.

§ 2. Als de bevoegde autoriteit inzake integriteit over voldoende aanwijzingen beschikt om te concluderen dat zij kennis heeft gekregen van een misdaad of misdrijf, past zij onverwijld de procedure van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering toe.

§ 3. Indien een melding niet ontvankelijk is of artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering wordt toegepast, stelt de bevoegde autoriteit inzake integriteit de melder en de directeur-generaal daarvan schriftelijk in kennis.

Als blijkt dat de directeur-generaal direct of indirect betrokken is, informeert de bevoegde autoriteit inzake integriteit schriftelijk het vast bureau. In het laatste geval is de directeur-generaal niet aanwezig bij de vergadering van het vast bureau waarop deze informatie wordt besproken.”.

Art. 28. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 173 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 173. § 1. De bevoegde autoriteit inzake integriteit kan, na grondige overweging, beslissen dat een gerapporteerde inbreuk duidelijk onbeduidend is en geen verdere opvolging vereist in het kader van deze afdeling, behalve de afsluiting van de procedure.

Dit heeft geen invloed op andere verplichtingen of andere toepasselijke procedures die gericht zijn op het verhelpen van de gemelde inbreuk, noch op de bescherming die dit hoofdstuk biedt met betrekking tot interne of externe meldingen. In dergelijke gevallen stelt de bevoegde autoriteit inzake integriteit de melder in kennis van haar beslissing en de redenen voor dat beslissing.

§ 2. De bevoegde autoriteit inzake integriteit kan beslissen procedures af te sluiten met betrekking tot herhaalde meldingen die geen significante nieuwe informatie bevatten over inbreuken met betrekking tot een eerdere meldingen naar aanleiding waarvan de betrokken procedures zijn afgesloten, tenzij nieuwe juridische of feitelijke elementen een ander gevolg rechtvaardigen. In dergelijke gevallen stelt de bevoegde autoriteit inzake integriteit de melder in kennis van haar beslissing en de redenen voor deze beslissing.

Art. 29. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 174 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 174. § 1. Als de melding ontvankelijk is, of met uitzondering van de gevallen waarnaar wordt verwezen in artikel L1219-21, voert de bevoegde autoriteit inzake integriteit een onderzoek uit.

Opneming en onderzoek van een melding schort de verjaringstermijn of een lopende administratieve of gerechtelijke procedure met betrekking tot dezelfde feiten niet op, noch onderbreekt deze.

In het geval van een gerechtelijk onderzoek naar de ingediende melding, schort de bevoegde autoriteit inzake integriteit haar onderzoek op.

§ 2. De bevoegde autoriteit inzake integriteit past de algemene beginselen van behoorlijk bestuur toe en eerbiedigt de rechten van de verdediging.

§ 3. De bevoegde autoriteit inzake integriteit stelt de bij de melding betrokken persoon in de gelegenheid zijn of haar argumenten naar voren te brengen met betrekking tot de ten laste gelegde feiten, indien zij over voldoende informatie beschikt om te kunnen concluderen dat er sprake is van een inbreuk, nadat hij of zij de documenten en informatie heeft ontvangen die hij noodzakelijk acht. In dit stadium waarborgt zij de anonimiteit van deze persoon.”.

Art. 30. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 175 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 175. § 1. De bevoegde autoriteit inzake integriteit kan ter plaatse opmerkingen maken, documenten en informatie opvragen die zij nodig acht en belangstellenden horen.

Zij kan verplichte termijnen opleggen voor antwoorden aan betrokkenen aan wie zij vragen stelt.

§ 2. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op personeelsleden die belast zijn met de uitvoering van de opdracht van de bevoegde autoriteit inzake integriteit.

Het geheime of vertrouwelijke karakter van de opgevraagde documenten kan de verzoeker niet worden tegengeworpen, behalve in zaken van beroepsgeheim van advocaten, medisch geheim en geheimhouding van gerechtelijke beraadslagingen, alsmede in zaken van geheimhouding die verband houden met de landsverdediging, de staatsveiligheid of het buitenlands beleid.

Elk personeelslid dat wordt geraadpleegd in het kader van het onderzoek van de bevoegde autoriteit inzake integriteit is vrijgesteld van elke geheimhoudingsplicht.”.

Art. 31. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 176 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 176. § 1. Na onderzoek van de melding stelt de bevoegde autoriteit inzake integriteit een gedetailleerd verslag op dat, indien nodig, vergezeld gaat van aanbevelingen aan de betrokkene.

De bevoegde autoriteit inzake integriteit stelt de melder binnen drie maanden na de ontvangstbevestiging van de externe melding, of bij ontbreken van een ontvangstbevestiging aan de melder, binnen drie maanden na het verstrijken van de termijn van zeven dagen volgend op de melding, in kennis van het gevolg dat aan zijn externe melding is gegeven.

§ 2. Dit verslag bevat het besluit van de bevoegde autoriteit inzake integriteit :

- 1° om de afwezigheid of het bestaan van een inbreuk vast te stellen;
- 2° om aan de lokale overheid binnen dewelke de inbreuk werd vastgesteld elke aanbeveling en, in voorkomend geval, elk voorstel te richten om de vastgestelde inbreuk te verhelpen of om de werking van haar dienst of orgaan te verbeteren;

3° om aanbevelingen te doen aan de in 2° bedoelde lokale overheid, indien zij vaststelt dat de toepassing van wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen tot onbillijkheden leidt, teneinde met inachtneming van haar bevoegdheden een billijke oplossing te vinden voor de situatie van de melder;

4° om aan de bevoegde lokale overheid voor te stellen om een tucht- of ontslagprocedure in te leiden tegen het personeelslid dat een inbreuk heeft gepleegd.”.

§ 3. Bij een met redenen omkleed beslissing kan de bevoegde autoriteit inzake integriteit de in paragraaf 1 bedoelde termijn met ten hoogste zes maanden verlengen.”.

Art. 32. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 177 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 177. De bevoegde autoriteit inzake integriteit kan de gegrondheid van een rechterlijke beslissing niet in twijfel trekken, maar kan wel aanbevelingen doen aan de betrokken lokale overheid.

In geval van niet-naleving van een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing kan zij de betrokken lokale overheid gelasten zich binnen een door haar vast te stellen termijn naar de beslissing te voegen. Als het gerechtelijk bevel niet wordt nageleefd, wordt er een speciaal verslag opgesteld over de niet-naleving van het gerechtelijk bevel.”.

Art. 33. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 178 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 178. De bevoegde autoriteit inzake integriteit wordt op de hoogte gesteld van de ondernomen actie.

Indien de bij de melding betrokken lokale overheid van oordeel is dat zij een aanbeveling van de bevoegde autoriteit inzake integriteit niet in aanmerking moet nemen, zendt zij binnen drie maanden een met redenen omkleed antwoord aan de bevoegde autoriteit inzake integriteit.

De lokale overheid informeert de melder periodiek over de maatregelen die naar aanleiding van de melding zijn genomen.”.

Art. 34. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 179 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 179. De bevoegde autoriteit inzake integriteit toetst haar procedures voor het ontvangen en opvolgen van meldingen regelmatig en ten minste om de drie jaar. Bij de herziening van deze procedures houdt zij rekening met haar eigen ervaringen en die van andere bevoegde autoriteiten en past zij haar procedures dienovereenkomstig aan.”.

Art. 35. In hoofdstuk IX, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 4 ingevoegd met als opschrift “Gemeenschappelijke bepalingen voor interne en externe melding”.

Art. 36. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel 180 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 180. § 1. De integriteitsreferent en de bevoegde autoriteit inzake integriteit respecteren de geheimhouding van de identiteit van de partijen die bij het onderzoek betrokken zijn.

Deze geheimhoudingsplicht geldt ook voor alle andere informatie waaruit de identiteit van de melder direct of indirect kan worden afgeleid.

§ 2 In afwijking van paragraaf 1 kunnen de identiteit van de melder en van eenieder die de melder bijstaat of bij het onderzoek betrokken is, en alle overige informatie waaruit die identiteit direct of indirect kan worden afgeleid, worden bekendgemaakt indien de bovengenoemde personen daarvoor uitdrukkelijk toestemming geven of indien zulks noodzakelijk en evenredig blijkt in het kader van onderzoeken die door de met het onderzoek naar strafbare feiten belaste autoriteiten worden gevoerd of in het kader van gerechtelijke procedures, teneinde de rechten van de verdediging van de betrokken personen te vrijwaren.

§ 3. Voor bekendmakingen op grond van de in paragraaf 2 bedoelde afwijking gelden passende waarborgen volgens de toepasselijke Unie- en Belgische voorschriften. In het bijzonder wordt de melder vooraf in kennis gesteld van de bekendmaking van zijn of haar identiteit, tenzij deze informatie het onderzoek of de gerechtelijke procedure in gevaar kan brengen. Wanneer de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit de melders informeert dat hun identiteit bekend zal worden gemaakt, moeten zij hen een schriftelijke uitleg sturen van de redenen voor het bekendmaken van de betreffende vertrouwelijke gegevens.

§ 4. De integriteitsreferent en de bevoegde autoriteit inzake integriteit die informatie ontvangen over inbreuken op bedrijfsgeheimen, mogen deze informatie niet gebruiken of bekendmaken voor andere doeleinden dan hetgeen noodzakelijk is voor een gedegen opvolging.”.

Art. 37. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 181 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 181. § 1. . De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit verwerkt persoonsgegevens voor de uitvoering van de opdrachten waarmee hij uit hoofde van dit hoofdstuk is belast, met name bij de ontvangstbevestiging van de melding, de kennisname van de melding en het onderzoek van de melding.

De administratie van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waar de integriteitsreferent zijn functie uitvoert of de bevoegde autoriteit inzake integriteit is de verantwoordelijke voor de verwerking van de gegevens.

De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit verwerkt de volgende persoonsgegevens:

1° de identiteit, d.w.z. de namen, voornamen, contactgegevens en dienst van toewijzing van elke melder;

2° de identiteit van elke persoon die het voorwerp uitmaakt van een melding van een inbreuk en zijn contactgegevens en dienst van toewijzing;

3° de identiteit van elke persoon die mogelijk heeft bijgedragen tot, getuige is geweest van of het slachtoffer is geweest van een inbreuk, of die informatie kan verstrekken in het kader van het onderzoek dat wordt uitgevoerd door de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit, alsook hun contactgegevens en hun dienst van toewijzing.

De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit kan de bovenstaande contactgegevens opvragen bij de personeelsdienst.

§ 2. De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit zendt deze gegevens alleen :

a) indien de betrokken persoon uitdrukkelijk toestemming heeft gegeven voor de bekendmaking;

b) als artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering wordt toegepast;

c) indien dit noodzakelijk en evenredig lijkt in het kader van onderzoeken die worden uitgevoerd door de autoriteiten die bevoegd zijn voor het onderzoeken van strafbare feiten of in het kader van gerechtelijke procedures om het recht op verdediging van verdachten te waarborgen.

§ 3 Alle op grond van dit hoofdstuk verzamelde persoonsgegevens worden binnen vijf jaar na het einde van het onderzoek vernietigd, behalve in geval van strafrechtelijke vervolging of rechtsvervolging, in welk geval de gegevens tot tien jaar na het einde van de vervolging of rechtsvervolging worden bewaard.

§ 4. Wanneer de melding per computer of telefonisch wordt gegeven, waarborgt de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit dat deze op een veilige manier wordt verwerkt met betrekking tot de geheimhouding van de identiteit van de persoon die de melding geeft, de betrokken persoon en alle andere bij de melding betrokken personen.”.

Art. 38. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 182 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 182. § 1. De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit archiveert alle ontvangen meldingen met inachtneming van de geheimhoudingsvereisten van artikel 180.

§ 2. Wanneer voor het melden, met instemming van de melder, een telefoonlijn met gespreksopname of een ander spraakberichtsysteem met gespreksopname wordt gebruikt, hebben de integriteitsreferent en de bevoegde autoriteit inzake integriteit het recht om de mondelinge melding te registreren op een van de volgende wijzen:

- a) door het maken van een opname van het gesprek in een duurzame, opvraagbare vorm, of;
- b) door een volledige en nauwkeurige schriftelijke weergave van het gesprek, opgesteld door de voor het behandelen van de melding verantwoordelijke personeelsleden

De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake autoriteit bieden de melder de mogelijkheid de schriftelijke weergave van het telefoongesprek te controleren en te corrigeren. De weergave van het telefoongesprek is ondertekend door de melder.

§ 3. Indien voor de melding een telefoonlijn zonder gespreksopname of een ander spraakberichtsysteem zonder gespreksopname wordt gebruikt, heeft de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteiten inzake integriteit het recht om de mondelinge melding te registreren in de vorm van een nauwkeurig verslag van het gesprek, opgesteld door het voor het behandelen van de melding verantwoordelijke personeelslid. De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit integriteit bieden de melder de mogelijkheid het verslag van het gesprek te controleren, te corrigeren en voor akkoord te tekenen.

§ 4. Wanneer de melding volgt op een onderhoud tussen de melder en de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit, wordt van het onderhoud een volledig en nauwkeurig verslag bijgehouden in een duurzame en opvraagbare vorm.

De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit heeft het recht om het onderhoud te registreren op een van de volgende wijzen:

- a) door het maken van een opname van het gesprek in een duurzame, opvraagbare vorm, of;
- b) door een nauwkeurig verslag van het onderhoud, opgesteld door de voor het behandelen van de melding verantwoordelijke personeelsleden.

De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit bieden de melder de mogelijkheid de schriftelijke weergave van het verslag van het onderhoud te controleren, te corrigeren en voor akkoord te tekenen.”.

Art. 39. In hoofdstuk XIV, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 5 ingevoegd met als opschrift “Bescherming van de melder”.

Art. 40. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 39, wordt een artikel 183 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 183. Elke vorm van represailles, inclusief dreigingen met en pogingen tot represailles tegen de melder voor het melden van een inbreuk is verboden.

Met name de volgende punten vormen een represaillemaatregel:

- 1° een beslissing tot ontslag of ambtshalve ontslag nemen;
- 2° een personeelslid verplaatsen of een verzoek daartoe weigeren;
- 3° een ordemaatregel nemen;
- 4° een interne ordemaatregel nemen;
- 5° een disciplinaire maatregel nemen;
- 6° een opleidingsopschortende maatregel nemen;
- 7° het ontnemen van een loonsverhoging aan een personeelslid;
- 8° een personeelslid kansen op benoeming, bevordering of loopbaanontwikkeling ontnemen;
- 9° een contractueel personeelslid de omzetting van een tijdelijke arbeidsovereenkomst in een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur ontzeggen, wanneer de werknemer terecht mocht verwachten dat hem een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur zou worden aangeboden;
- 10° een personeelslid faciliteiten ontzeggen die andere personeelsleden wel genieten;
- 11° verlof weigeren;
- 12° een ongunstige evaluatie geven;
- 13° de stage vervroegd beëindigen;
- 14° het vrijwilligerswerk vervroegd beëindigen;
- 15° maatregelen nemen van dwang, intimidatie, pesterijen of uitsluiting;
- 16° discriminerende maatregelen nemen of nadelige of ongelijke behandeling van een personeelslid.”.

Art. 41. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 39, wordt een artikel 184 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 184. De melder geniet de bescherming waarin dit hoofdstuk voorziet, mits :

- 1° hij redelijke gronden had om aan te nemen dat de op de inbreuken gemelde informatie waar was op het ogenblik dat de melding werd gedaan en dat deze informatie binnen het toepassingsgebied van dit hoofdstuk viel en;
- 2° hij een melding gedaan had, hetzij intern overeenkomstig afdeling 2, hetzij extern overeenkomstig afdeling 3, hetzij openbaar gemaakt overeenkomstig artikel 185.”.

Art. 42. In dezelfde afdeling 5 wordt een artikel 185 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 185. § 1. Een persoon die openbaarstellingen doet, geniet de bescherming die door dit hoofdstuk wordt geboden als aan de volgende voorwaarden wordt voldaan:

1° de persoon heeft eerst een interne en externe melding uitgebracht, of heeft rechtstreeks een externe melding uitgebracht overeenkomstig de afdelingen 2 en 3, maar aan de melding is geen gevolg gegeven binnen de termijn bedoeld in artikel 165, § 1, tweede lid, of in artikel 176, § 1, tweede lid, en § 3;

2° de vermoedelijke inbreuk die het voorwerp uitmaakt van de openbaarmaking beantwoordt aan de definitie van artikel 153, 1°.

§ 2. Dit artikel is niet van toepassing op gevallen waarin een persoon informatie rechtstreeks aan de pers verstrekt op grond van specifieke nationale bepalingen waarbij een systeem van bescherming met betrekking tot de vrijheid van meningsuiting en informatie is ingesteld."

Art. 43. In dezelfde afdeling 5 wordt een artikel 186 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 186. § 1. § 1. De beschermingsperiode begint :

1° voor de melder op de datum van ontvangst van de melding;

2° voor het personeelslid dat de melder heeft bijgestaan, op de datum waarop hij als zodanig wordt erkend door de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit;

3° voor de integriteitsreferent, op de datum van zijn indiensttreding.

§ 2. Het voordeel van de bescherming gaat niet verloren om de enkele reden dat een te goeder trouw opgenomen melding onjuist of ongegrond is gebleken of dat te goeder trouw doorgegeven informatie onjuist of ongegrond is gebleken."

Art. 44. In dezelfde afdeling 5 wordt een artikel 187 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 187. § 1. Bescherming wordt niet verleend aan een personeelslid dat een inbreuk meldt zonder de procedures in dit hoofdstuk te hebben gevolgd.

§ 2. Er wordt geen bescherming verleend aan een personeelslid dat een melder is, wanneer uit het schriftelijk verslag van het onderzoek blijkt :

1° dat hij handelde in de volle wetenschap dat deze aanklacht niet oprecht was;

2° dat hij zelf betrokken is bij de verweten inbreuk.

§ 3 Er wordt geen bescherming verleend aan het personeelslid dat betrokken is bij het onderzoek indien uit het schriftelijk verslag van het onderzoek blijkt :

1° dat hij opzettelijk oneerlijke, onjuiste en kennelijk onvolledige informatie heeft verstrekt aan de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit;

2° dat hij zelf betrokken is bij de verweten inbreuk."

Art. 45. In dezelfde afdeling 5 wordt een artikel 188 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 188. De in artikel 155 bedoelde personen komen in voorkomend geval in aanmerking voor ondersteuningsmaatregelen zoals volledige en onafhankelijke voorlichting en advies, die gemakkelijk toegankelijk zijn voor het publiek en kosteloos zijn, over de beschikbare procedures en rechtsmiddelen, over bescherming tegen represailles en over de rechten van de betrokkene."

Art. 46. In hoofdstuk XIV, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 6 ingevoegd met als opschrift "Bescherming van betrokkenen".

Art. 47. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 46, wordt een artikel 189 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 189. § 1. § 1. De integriteitsreferent en de bevoegde autoriteit inzake autoriteit zorgen ervoor dat de identiteit van de betrokkenen wordt beschermd zolang onderzoeken naar aanleiding van de melding of openbaarmaking lopen.

§ 2. De in de afdeling 4 uiteengezette regels met betrekking tot de bescherming van de identiteit van melders zijn ook van toepassing op de bescherming van de identiteit van de betrokkenen."

Art. 48. In hoofdstuk XIV, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 7 ingevoegd, met als opschrift "Sancties".

Art. 49. In afdeling 7, ingevoegd bij artikel 48, wordt een artikel 190 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 190. Het is niet strafbaar voor een persoon die uit hoofde van zijn hoedanigheid of beroep in het bezit is van geheimen, om deze te melden of openbaar te maken overeenkomstig de voorwaarden van dit hoofdstuk. Deze bepaling geldt onverminderd de bescherming van de nationale veiligheid, de bescherming van gerubriceerde informatie in de zin van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, de bescherming van het beroepsgeheim van advocaten en het medisch geheim, het geheim van gerechtelijke beraadslagen en de regels van de strafrechtelijke procedure."

Art. 50. In hoofdstuk IX, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 8 ingevoegd getiteld "Geen afstand van rechten en remedies".

Art. 51. In afdeling 8, ingevoegd bij artikel 50, wordt een artikel 191 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 191. Er wordt op toegezien dat van de rechten en remedies waarin dit hoofdstuk voorziet, geen ontheffing of beperking mogelijk is bij overeenkomst, door beleid, of door arbeidswijze of arbeidsvoorwaarden, en evenmin door aan geschillen voorafgaande arbitrageovereenkomsten.

Alle contractuele of wettelijke bepalingen die in strijd zijn met dit hoofdstuk of met de bepalingen die zijn aangenomen voor de uitvoering ervan, zijn nietig, evenals alle contractuele clausules die voorzien in een verklaring van afstand van de bescherming die dit hoofdstuk of de bepalingen die zijn aangenomen voor de uitvoering ervan biedt."

Art. 52. In hetzelfde hoofdstuk XIV, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 9 ingevoegd met als opschrift "Diverse bepalingen".

Art. 53. In afdeling 9, ingevoegd bij artikel 52, wordt een artikel 192 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 192. De artikelen 152 tot 191 betreffende meldingskanalen en de bescherming van personen die een inbreuk melden, zijn mutatis mutandis van toepassing op verenigingen die vallen onder hoofdstuk XII van deze wet.

De term “orgaan” gedefinieerd in artikel 153, 5°, moet worden begrepen als de algemene bijeenkomst, de raad van bestuur, beperkte bestuursorganen en hun leden.

§ 2. Elk personeelslid van niveau A of, bij gebrek daaraan, niveau B kan na een interne oproep worden aangesteld als integriteitsreferent in overeenstemming met de statuten en reglementen van de vereniging.

Als er geen kandidaat-vrijwilliger is na de interne oproep, is de integriteitsreferent de lokale leidinggevende functie.

De functiebeschrijving van de integriteitsreferent is overeengekomen met de representatieve vakbonden.

Een integriteitsreferent is verplicht als de vereniging ten minste vijftig personeelsleden heeft.

De integriteitsreferent kan worden gedeeld met een of meer openbare centra voor maatschappelijk welzijn, verenigingen die vallen onder hoofdstuk XII of lokale overheden zoals bedoeld in artikel L1219-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.”.

Art. 54. De Regering stelt, indien nodig, werkings- en procedureregels vast om de uitvoering van dit decreet te waarborgen.

Art. 55. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 mei 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
P. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waalse Parlement 1245 (2022-2023) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 17 mei 2023.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45126]

20 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée ;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, les articles 1^{er} et 2 ;

Vu le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, les articles 6 et 7 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu la décision du Gouvernement wallon le 26 novembre 2020 d'acter les orientations relatives à la feuille de route de l'économie sociale 2019-2024, la Stratégie Alternatif'ES Wallonia, en tant que nouvelle dynamique pour l'économie sociale et levier de la relance de l'activité économique en Wallonie ;